

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 92

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2716 - Prix : 1€

Éditorial

Aggravation du chômage, tensions militaires : le monde capitaliste s'enfonce dans la crise

Bonnet d'âne pour le gouvernement !

Page 3

Lutte contre la pandémie : des discours et toujours aussi peu de moyens

Page 4

Les employés communaux ne sont pas des variables d'ajustement !

Page 6

Liban

Après l'explosion de Beyrouth, la population pauvre victime des spéculateurs

Page 11

Naufrage du Wakashio : capitalisme pollueur

Pages 11-12

Chômage, crise sociale, tensions militaires

Le capitalisme conduit à la catastrophe



Aggravation du chômage, tensions militaires : le monde capitaliste s'enfonce dans la crise

Personne ne peut dire encore s'il y aura un rebond de l'épidémie dans les prochaines semaines. Par contre, il est certain que la crise, elle, continuera de s'aggraver, et bien des travailleurs sont d'ores et déjà frappés. Ainsi, sans attendre la rentrée, en plein mois d'août, la direction de Hop ! vient d'annoncer un plan de plus de 1 000 suppressions de postes, soit près de la moitié des 2 400 salariés de cette compagnie aérienne, filiale d'Air France. Après Nokia, Renault, Airbus et bien d'autres, la liste de ces groupes s'appêtant à tailler massivement dans leurs effectifs s'allonge au fil des semaines. Sans que cela fasse la une des médias, depuis des mois, des centaines de milliers de travailleurs en CDD, en intérim, se sont déjà retrouvés sans emploi, certains d'entre eux ne pouvant même pas bénéficier de l'allocation chômage.

Les statistiques officielles publiées par l'Insee la semaine dernière ont fait état d'une diminution du taux de chômage, qualifiée de « baisse en trompe-l'œil ». Mais elle ne trompe personne ! Même le ministre de l'Économie est obligé de le reconnaître : le chômage va exploser à la rentrée. Des régions entières vont se retrouver encore plus sinistrées qu'elles ne le sont déjà, des millions de travailleurs, ouvriers, employés, commerçants acculés à la faillite, vont se retrouver plongés dans la précarité.

Pour défendre leurs conditions d'existence, les travailleurs devront se battre pour s'opposer à l'offensive engagée par le patronat et le gouvernement à son service contre les emplois et les salaires. Mais la crise est lourde de menaces bien plus graves encore.

L'attaque qui a tué six Français et deux Nigériens d'une organisation humanitaire dimanche 9 août au Niger vient de rappeler qu'une véritable guerre se mène dans cette partie de l'Afrique. L'armée française y est engagée depuis des années au nom de la lutte contre le terrorisme. Mais, derrière ces justifications officielles, il y a surtout la volonté de l'impérialisme français de démontrer que ces pays, situés au cœur de son ancien empire colonial, font toujours partie de sa zone d'influence.

Dans le système impérialiste fondé sur la concurrence pour conquérir des marchés, exploiter les ressources des pays les plus pauvres et leur population, chaque grande puissance doit sans cesse défendre, par tous les moyens, y compris militaires, les intérêts de sa bourgeoisie face à ses rivales. Les déplacements au Liban de Macron, puis de sa ministre des Armées, Florence Parly, ne sont pas motivés par des préoccupations humanitaires. Là encore, il s'agit pour l'impérialisme français d'affirmer face aux autres grandes puissances qu'il est toujours un acteur avec lequel il faut compter au Moyen-Orient.

Ce sont les mêmes raisons qui sont à l'origine du bras de fer qui se joue actuellement, en Méditerranée, dans une zone où la Grèce et la Turquie se disputent de vastes gisements gaziers. La semaine dernière, le gouvernement français a décidé de s'impliquer directement dans ce conflit régional, notamment en renforçant sa participation à un exercice militaire aux côtés de la Grèce, prenant ainsi délibérément le risque d'alimenter une surenchère guerrière.

« Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage », écrivait le dirigeant socialiste Jaurès à la veille de la Première Guerre mondiale. C'est toujours vrai à notre époque ! Le capitalisme en crise, c'est l'aggravation du chômage, de la misère, et la multiplication des guerres où les bourgeoisies entraîneront toujours davantage les peuples à s'affronter pour leurs profits. Les rivalités entre les grandes puissances par alliés interposés ont déjà transformé certaines régions du monde, en Afrique ou au Moyen-Orient, en véritables champs de ruines.

Pour que l'humanité connaisse un autre avenir, cela dépend exclusivement de la classe ouvrière. Elle seule y a vraiment intérêt. Elle seule a la force et les moyens de changer de fond en comble la société en enlevant à la grande bourgeoisie la direction de l'économie et de l'État et en mettant ainsi les richesses et les principaux moyens de production au service de la collectivité. C'est à cette condition qu'il sera possible de sauver la société de la catastrophe qui la menace.

Il est essentiel que, dès aujourd'hui, des femmes et des hommes, dans les entreprises et dans les quartiers populaires, défendent autour d'eux cette perspective.

Covid en entreprises : l'exploitation nuit gravement à la santé

Presque un quart des foyers de Covid se sont formés dans les entreprises. Le gouvernement a donc décidé de prendre de nouvelles mesures. Le port du masque devient ainsi obligatoire à partir du 1er septembre dans les espaces clos et les lieux partagés (salles de réunion, couloirs, etc.). Avant même de connaître les propositions en détail, les patrons en ont évoqué le coût. Le Medef s'est inquiété de mesures générales trop coercitives qui risqueraient « de réactiver les inquiétudes des salariés à l'idée de revenir sur leurs lieux de travail ». Comme s'ils avaient le choix ! Cette sollicitude cache mal la volonté de rester maître chez soi et

surtout de ne pas nuire à la productivité !

Dans de nombreuses entreprises, en particulier les grandes, les patrons ont fini par fournir du gel et des masques, mais pas le temps nécessaire au respect des gestes barrière et des distances nécessaires.

Se laver fréquemment les mains, nécessite de multiplier les pauses. Nettoyer le matériel et les espaces de façon approfondie, cela signifie aussi embaucher du personnel.

Souvent, c'est la cadence décidée par le patron qui prime. Dans nombre d'entreprises, il n'a pas fallu longtemps pour que le rythme revienne à ce qu'il était avant le confinement, et

parfois même pire, rendant impossible le respect des mesures barrières. Dans les abattoirs, les ouvriers sur chaîne travaillent quasiment épaule contre épaule.

Espacer les postes, ralentir : voilà ce qu'il faudrait pour réaliser une réelle « distanciation ». Et les travailleurs sont très capables de calculer le temps qui leur est nécessaire. Cela signifierait en fait embaucher et c'est indispensable.

Il est impossible de préserver à la fois les profits et la santé de ceux qui les créent. Pour protéger leur santé, les travailleurs devront s'en occuper eux-mêmes.

Bonnet d'âne pour le gouvernement !

Lundi 17 août a eu lieu la rentrée des classes...en pleine remontée de l'épidémie de la Covid-19 à La Réunion. Un contexte qui n'est pas pour rassurer les parents, les élèves et les enseignants.

La commune de Saint-Denis a fait le choix de repousser la rentrée d'une semaine pour certaines écoles proches de foyers avérés ou suspects du virus.

Peu de mesures ont été prises par les municipalités et le rectorat pour limiter la propagation de la maladie dans les écoles.

La nouvelle rectrice de l'académie s'est contentée de sortir un protocole...en régression par rapport à celui du post-confinement.

En effet, alors qu'après les vacances de mai la distanciation était stricte, elle n'est « plus obligatoire lorsqu'elle n'est pas matériellement possible ou qu'elle ne permet pas d'accueillir la totalité des élèves » ; « Dans les espaces extérieurs, la distanciation physique ne s'applique pas », etc.

Toujours d'après ce protocole, « une meilleure connaissance du vi-

rus SARS-CoV-2 autorise dorénavant un nettoyage habituel (sans désinfectant...) ».

Manifestement les municipalités et l'Éducation nationale s'apprentent à rejeter la responsabilité d'une propagation de l'épidémie dans les écoles sur les familles et les enseignants ! Suivant en cela le gouvernement qui est loin de mettre tous les moyens pour préserver la santé dans les écoles.

Les parents et les enseignants sont en droit d'exiger et de contrôler que

les conditions sanitaires d'enseignement soient hissées au plus haut niveau de sécurité



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 22 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 23 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 4 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 5 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

Lutte contre la pandémie : des discours et toujours aussi peu de moyens

Devant l'augmentation du nombre de cas de contamination au Covid-19 et la crainte d'une deuxième vague en septembre, Castex et ses ministres affichent leur mobilisation dans les médias, prétendant tout faire pour contenir la reprise de l'épidémie et éviter ainsi un nouveau confinement.

Mais, comme depuis le début de l'épidémie, il y a toujours un décalage entre les paroles et les moyens mis en œuvre. En mars, le manque de respirateurs et de personnel formé dans les hôpitaux était manifeste. Les travailleurs des hôpitaux ont constaté, avant même le début de l'été, qu'aucune embauche n'était prévue. Les hôpitaux sont en fait revenus à "l'anormal".

Fin mai, le ministre de la santé promettait 700 000 tests par semaine et une montée en puissance pour les semaines suivantes. Début août, le nombre de tests hebdomadaires effectués atteignait à peine 500 000. Dans certaines villes, il faut encore patienter de longues heures devant les laboratoires pour se faire tester. Dans certains départements, les cas suspects doivent attendre plusieurs jours avant d'obtenir un rendez-vous et plusieurs jours encore pour le résultat. De tels délais ne favorisent évidemment pas la lutte contre la propagation de la maladie.

Les mesures sur lesquelles le gouvernement communique abondamment, c'est la limitation de la taille de certains rassemblements et

le port obligatoire du masque dans les lieux publics. En mars, les ministres affirmaient que le port du masque dans la rue était inutile pour mieux cacher que les stocks d'État avaient été méthodiquement supprimés. Aujourd'hui que les stocks sont reconstitués, il le rend obligatoire, mais il ne va pas jusqu'à le fournir gratuitement à toute la population !

Dès qu'il s'agit de dégager réellement des moyens, le gouvernement en est incapable. Castex est prompt à verbaliser ceux qui ne portent pas le masque et à présenter certaine partie de la population comme des irresponsables. Mais c'est la politique de son gouvernement qui est irresponsable.

Néonicotinoïdes : un gouvernement sous influence de l'agro-industrie

Le gouvernement vient de ré-autoriser l'usage des néonicotinoïdes, après seulement deux ans d'interdiction, pour la culture de la betterave à sucre. L'utilisation de ces insecticides est réclamée par les producteurs de betteraves pour protéger leurs cultures contre une épidémie de jaunisse, qui fait chuter les rendements.

En 2016, Barbara Pompili, alors secrétaire d'État, prônait l'interdiction de cette catégorie d'insecticides particulièrement nocifs pour les abeilles et autres insectes pollinisateurs. Aujourd'hui, devenue ministre de la Transition écologique, elle s'applique à justifier cette réintroduction, expliquant que les risques encourus seront limités. Comme Nicolas Hulot avant elle, elle doit manger son chapeau. Elle ne fait pas le poids face aux capitalistes de la filière sucrière et face à ceux, plus puissants encore, du secteur phytosanitaire, qui produit les pesticides utilisés par les agriculteurs pour se débarrasser des insectes parasites et des mauvaises herbes.

La filière sucrière, de la betterave à la canne, est dominée par Tereos. Cette coopérative agricole est en fait



Jacques Grison La Compagny

L'usine Tereos d'Origny dans le Nord-Pas-de-Calais devenue une entreprise capitaliste multinationale, deuxième groupe sucrier à l'échelle mondiale, comptant plus de 22 000 salariés sur tous les continents. Du côté des fabricants de néonicotinoïdes, on trouve des groupes industriels internationaux du même acabit, comme Syngenta ou Bayer (qui a racheté Monsanto en 2016 et qui règne aussi sur la production de médicaments).

Le gouvernement justifie sa décision par le fait que les agriculteurs ne disposeraient pas de produits aussi efficaces contre les parasites des cultures. Il envisage même de reconduire l'autorisation des nicotinoïdes

encore plusieurs années pour « *laisser le temps à la recherche d'aboutir* ». Quelle blague ! Les nicotinoïdes ont fait leur apparition en 1994, les apiculteurs alertent sur leur dangerosité depuis... 1998. Et ces trusts, riches à milliards, n'auraient pas eu le temps, en plus de vingt ans, de mener les recherches nécessaires pour trouver des substituts à leurs produits ?

La réalité est que la fabrication des nicotinoïdes est une affaire très rentable. C'est une raison suffisante pour qu'ils se battent bec et ongles pour empêcher leur interdiction. Et tant pis pour l'environnement !

Stocks de nitrate d'ammonium : des bombes en puissance

L'explosion de Beyrouth a rappelé que le nitrate d'ammonium, en raison de son énorme pouvoir explosif, doit être stocké avec les plus grandes précautions.

La DGPR (Direction générale de la prévention des risques) affirme : « Après l'explosion, en 2001, de l'usine AZF de Toulouse, nous nous sommes dotés de la réglementation la plus stricte d'Europe. » Le problème est qu'il ne suffit pas de se doter d'une réglementation stricte en ma-

tière de sécurité, encore faut-il que la collectivité se donne les moyens d'obliger les entreprises à la respecter. Or, les contrôles ne cessent de diminuer : de 25 121 en 2003, ils ont passés à 18 196 en 2018. De plus, les chiffres sur le nombre de sites de stockage varient d'une source ministérielle à l'autre, preuve que l'État est incapable d'établir un réel état des lieux.

On estime à 2 millions de tonnes la quantité de nitrate d'ammonium

stockée sur le territoire français. Mais seuls les sites stockant plus de 2500 tonnes, la quantité ayant dévasté Beyrouth, seraient contrôlés régulièrement, au moins une fois par an.

Devant le peu de contrôle des pouvoirs publics et au vu des politiques d'économies des entreprises au détriment de la sécurité, il y a beaucoup de raisons de craindre que des catastrophes, comme celles de Beyrouth ou celle d'AZF, se reproduisent tôt ou tard.

La valse des prix continue

Après avoir augmenté de 8,13 % l'an dernier et de 2,4 % en février de cette année, le prix de l'électricité a subi une nouvelle hausse de 1,54 % au 1er août, ce qui fait un total de 12,7 % en l'espace d'un an et demi.

Le prix du timbre postal, lui, augmente de 10 % tous les ans depuis 2018.

Les carburants et la bouteille de gaz sont repartis à la hausse.

Tout augmente sauf les salaires, retraites et minima sociaux qui ne

bougent pas, sinon de quelques euros en début d'année, puis plus rien pendant douze mois alors qu'ils devraient évoluer au même rythme que les prix. Pas étonnant si de plus en plus de chômeurs et de retraités, et à présent de travailleurs, se retrouvent à sec le 15 du mois !

Nous sommes des dizaines de milliers à subir ce problème d'insuffisance de revenus pour vivre décemment. Allon bougé pour pas qu'un seul salaire, une seule pension ne soit

inférieurs à 1800 € net. Voilà ce qu'il nous faut pour joindre les deux bouts !



Fonction publique : l'État n'est pas pressé d'embaucher

Macron, en début de mandat, avait annoncé la suppression de 120 000 fonctionnaires d'État et dans les collectivités sur cinq ans. La crise sanitaire ayant révélé le manque criant d'emplois publics, notamment dans la santé, ces propos sont devenus difficiles à assumer. Dans le cadre du plan de relance, le ministre de l'Économie le Maire annonce à présent le maintien des effectifs de la fonction publique, avec des augmentations de postes dans la police, la justice et la santé.

Une telle annonce suppose que des postes seront supprimés ailleurs, mais le ministre s'est bien gardé de le préciser. En outre, ces emplois créés seront uniquement des CDD. Le gouvernement ne veut créer aucun emploi stable, y compris là où ils seraient indispensables comme dans

les hôpitaux. Il s'apprête à augmenter la part d'emplois précaires dans la fonction publique, alors que ceux-ci représentent environ 20% des effectifs, soit un million d'emplois.

Le gouvernement appliquera pour l'occasion le CDD de projet, rendu possible depuis l'adoption de la loi de transformation de la fonction publique en août 2019. Ces contrats d'un an minimum, et de six ans maximum, sont liés en principe à un projet ou une opération déterminée, et s'achèvent après ces missions. Ils pourront même être raccourcis si l'employeur public estime la mission terminée.

Il n'y a nul besoin d'inventer de nouvelles « missions », il suffirait juste de rétablir les postes supprimés massivement au fil des ans.

Ce ne sont pas les besoins qui

manquent dans les hôpitaux, mais aussi pour l'aide à la personne, la remise en état des logements, l'accueil dans les écoles ou les transports ... Mais pour le faire, il faudrait vraiment avoir à cœur de lutter contre le chômage. Ce n'est pas l'objectif de ce gouvernement, pas plus que de ceux qui l'ont précédé.



Les employés communaux ne sont pas des variables d'ajustement !



Mairie de Saint-Benoît

La mairesse de Saint-Louis, en accord avec la préfecture, a décidé de revenir sur le plan de cédésation et de titularisation de plus de 171 agents communaux. .

D'après elle, ce plan a été mis en place sans aucun respect des règles ni des lois. Elle explique que ces agents retrouveront leur situation antérieure, c'est-à-dire plus précaire.

Cette rétrogradation va entraîner des baisses de salaires pour certains et peut-être la fin de leur contrat pour d'autres.

À Saint-Benoît, pour réduire le déficit du budget communal le maire a fait voter la non reconduction des CDD et le non remplacement des agents partis en retraite.

Juliana M'Doihoma comme Pa-

trice Selly, nouvellement élus, veulent faire croire qu'ils lavent plus blanc que blanc en mettant de l'ordre dans leur commune. Mais en fait ils s'en prennent aux conditions de travail et de vie des agents communaux.

Ceux-ci n'ont pas à faire les frais d'une politique d'économie et de restriction imposée par des élus qui n'ont pas le courage de se retourner contre les gouvernements qui diminuent d'année en année les dotations communales au profit des cadeaux au patronat.

Les travailleurs doivent garder leur emploi et pouvoir en vivre, d'autant que les services communaux ne disposent pas tous de personnel suffisant pour satisfaire les besoins de la population, en particulier des plus démunis, comme le montre la crise sanitaire actuelle.

EDF : des agences fermées depuis 5 mois

Sous prétexte d'épidémie de Covid 19, EDF Réunion a décidé, depuis la première mesure de confinement en mars dernier, de fermer ses agences au public. Cinq mois après, elles le sont toujours. Les usagers qui, faute d'avoir pu régler leurs problèmes après de longues et vaines attentes au téléphone, se cassent le nez devant les rideaux fermés des points d'accueil. EDF les oblige cependant à prendre rendez-vous s'ils veulent être reçus physiquement. Beaucoup se dé-

placent parce qu'ils ont reçu des lettres de menace de coupure pour non-paiement alors qu'ils ont déjà payé. Cela a lieu parce que les paiements de factures ne sont pas enregistrés en temps et en heure, mais EDF se garde bien de communiquer dans les médias sur ce problème pour rassurer la partie de la population la plus défavorisée, celle qui ne dispose pas de comptes bancaires et doit régler ses factures à la Poste après, là-aussi, de longues attentes.

EDF avait déjà décidé il y a plu-

sieurs années, pour faire des économies de personnel, de réduire l'ouverture de ses agences clientèle de moitié, en ne les maintenant que les matins au lieu des journées entières. Beaucoup se demandent aujourd'hui, aussi bien usagers qu'agents, si elle n'a pas l'intention de profiter de l'épidémie de Covid 19 pour les fermer définitivement.

Ne pas prendre en compte les besoins de la population c'est emblématique d'un monde qui va direct dans le mur... si nous laissons faire.

NRL : une poule aux œufs d'or pour les patrons !

Après dix jours de blocage de la Région, les patrons transporteurs ont obtenu une rallonge de 43 millions d'euros... pour le groupement d'entreprises du BTP (SBTPC, GTOI, Vinci) chargé du chantier de la Nouvelle Route du Littoral (NRL) et l'engagement du président de la Région que le chantier reprendrait à la mi-septembre avec à la clé leurs livraisons d'andains pour lesquels ils sont payés à prix d'or !

Il n'en reste pas moins que le flou

est complet sur ce que va couvrir cette somme et quelle sera éventuellement la participation de l'État à ce nouveau complément de rémunération. Le groupement a en effet déclaré, lors des négociations, que ce montant ne pourrait couvrir les frais que des seuls 500 mètres sur les 2,5 kilomètres de digues restant à construire.

Le coût de la NRL établi en début de chantier à hauteur de 1,6 milliard d'euros dépasse déjà allègrement les

2 milliards et pourrait atteindre les 3 milliards en fin de compte.

Tous les prétextes sont bons pour les majors du BTP et les patrons transporteurs pour reculer la livraison de cet ouvrage routier et on peut dire qu'ils ont trouvé une oreille complaisante de la part des dirigeants de la collectivité régionale et de l'État qui, à la moindre pression, finissent par remettre au pot ce que ces capitalistes leur demandent.

Même pleins aux as, ils se plaignent !

L'une des trois entreprises qui construisent la NRL, et pas des moindres, Vinci, a annoncé qu'au premier semestre 2020 ses comptes étaient « dans le rouge » !

En 2019, Vinci a réalisé 3,3 milliards d'euros de bénéfices. Et même si son résultat net s'est retrouvé négatif (- 294 millions d'euros) au 1er semestre 2020, l'année n'est pas terminée. Et puis Vinci dispose d'un

carnet de commandes de 42,9 milliards d'euros. Son endettement diminue d'année en année. Il a de quoi voir venir. En tout cas cela ne l'a pas empêché encore cette année de distribuer des dividendes à ses actionnaires (2 € par action au lieu de 3, les pauvres !).

Vinci n'est pas sur la paille, mais pour maintenir ses profits, il est prêt à virer des milliers de travailleurs et à

faire du chantage aux pouvoirs publics et à l'État qui se comportent comme des toutous devant leur maître. Voir le dernier accord entre la Région, l'État et le groupement d'entreprises qui construit la NRL.

Arret pran a nou pou kouyon don !

Sans blague ?

« Il y a d'énormes sommes non-dépensées pour le logement dans l'Outre-Mer ». C'est ce qu'a déclaré le ministre de l'Outremer Sébastien Lecornu à son arrivée à La Réunion.

Le ministre de Macron considère en effet que la LBU, le budget consacré au logement par l'État, n'est pas consommé entièrement à La Réunion. C'est une façon de dire qu'il ne faudra pas compter sur le gouvernement pour l'augmenter.

De leur côté, les bailleurs sociaux rétorquent que ce n'est pas de leur faute. Le « retour » des millions dans

l'escarcelle de l'État serait à mettre sur le compte des collectivités locales qui ne lanceraient pas suffisamment d'appels d'offres.

Ainsi, le manque de logements sociaux à La Réunion (on en construit à peine 2000 par an alors qu'il en faudrait au moins 5000 pour satisfaire les besoins) ne serait pas dû à l'État qui met soi-disant les moyens ni aux sociétés immobilières ni aux entreprises du béton qui ne mettent pas un euro mais font quand même du profit avec l'argent public, etc.

Tous se moquent de résoudre un problème social vital car il ne concerne que les classes populaires et le taux de profit capitaliste n'est pas aussi élevé que s'il s'agissait de construire de luxueux complexes hôteliers par exemple.

C'est pourquoi une politique du logement au service de tous imposerait un service public de la construction de logements de qualité à prix coûtant sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Migrants de Calais : des conditions de vie de plus en plus inhumaines

Treize associations ont saisi la Défenseure des droits et des rapporteurs à l'ONU pour les « alerter sur les conditions de vie inhumaines » que subissent les migrants à Calais.

La situation s'est encore dégradée cet été, après plusieurs évacuations de camps. La première a eu lieu juste avant la visite à Calais du nouveau ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, le 12 juillet, venu comme tous ses prédécesseurs affirmer sa fermeté contre les migrants. Mais la plupart des 500 personnes évacuées étant de retour dès le lendemain, une autre évacuation a eu lieu le 30 juillet. A chaque fois, les tentes sont détruites, les terrains évacués sont grillagés. La principale distribution alimentaire et le dispositif de douches ont été arrêtés, les robinets d'eau ne sont plus accessibles à cause de la présence

policière. Les migrants se font confisquer leurs tentes, leurs duvets, leurs téléphones par la police, et ils se font gazer.

Le Royaume-Uni et la France affichent la plus grande fermeté contre les migrants qui traversent clandestinement la Manche, et se renvoient la responsabilité de la situation. Mais ils ne peuvent empêcher que des femmes et des hommes chassés de chez eux par la guerre ou la misère, et qui ont déjà traversé des milliers de kilomètres en affrontant tous les dangers, tentent à n'importe quelle condition d'arriver en Angleterre, où ils espèrent un meilleur avenir. Presque tous les jours, cet été, des gens tentent la traversée, certains sur de simples kayaks. Plus de 4500 ont réussi depuis le début de l'année, déjà deux fois plus qu'en 2019. La

seule solution humaine serait qu'ils aient le droit de s'installer là où ils le souhaitent.



Migrants à Calais.

TENSIONS EN MÉDITERRANÉE

Une conséquence des politiques de l'impérialisme

Le gouvernement français a annoncé jeudi 13 août le déploiement de deux navires militaires à proximité des côtes turques, à l'est de la Méditerranée. C'est une manière de menacer la Turquie qui, après des escarmouches en juillet, a renvoyé le 10 août dans cette zone un navire recherchant des nappes de gaz accompagné d'une flottille militaire, y compris dans les eaux considérées comme grecques. Depuis, toute la marine grecque est en état d'alerte et deux frégates, grecque et turque, se sont heurtées le 12 août.

Les autorités turques aimeraient mettre la main sur une part des hydrocarbures de Méditerranée, alors que d'après les accords internationaux actuels leur zone est étroite, limitée par les nombreuses îles grecques voisines. Par exemple autour de Kastellorizo, île de moins de dix kilomètres carrés, les eaux territoriales grecques de six milles marins couvrent une surface importante et limitent les eaux de la Turquie qui



La localisation du gisement de gaz naturel potentiel en Méditerranée.

n'est qu'à deux kilomètres. La situation actuelle est en grande partie le résultat de l'intervention des grandes puissances, le plus souvent au détriment de la Turquie, depuis la fin de la Première guerre mondiale et à plusieurs reprises par la suite.

D'immenses champs de gaz naturel, découverts il y a quelques années, ont ravivé les tensions. De la part du président turc Erdogan, cela participe de la politique nationaliste plus agressive qu'il mène depuis quelques années, par exemple contre les Kurdes, en Syrie, ou en Libye. Le

pouvoir turc, qui apparaît incapable de faire face à la crise économique et à l'appauvrissement de sa population, cherche ainsi à faire diversion.

Mais si les choix du président turc ou des autorités grecques, ont peu à voir avec les intérêts des peuples et peuvent mener à des affrontements graves, Macron et l'armée française défendent, eux, les intérêts des groupes capitalistes comme Total, qui peuvent espérer des contrats lucratifs en cas de découverte de gaz de ce côté.

MAROC

Les travailleurs hospitaliers expriment leur colère

Lundi 3 août, face à la montée des cas de contamination et de décès dus au coronavirus, le ministre de la Santé, Khalid Aït Taleb a annoncé l'annulation de tous les congés accordés au personnel de santé publique en échange d'une prime médiocre. Les agents hospitaliers qui étaient partis devaient reprendre leur poste sous 48 heures.

C'en était trop. Dès le lendemain, des techniciens, infirmières, aide-soignants, médecins, sortaient manifester et organisaient des sit-in sur leur lieu de travail. Devant plus de cinquante établissements hospitaliers et malgré les risques de dispersion à

cause de l'état d'urgence sanitaire, ils ont brandi des pancartes et scandé des slogans qui disent leur fatigue et leurs revendications, aucunement nouvelles, sur plus de moyens et d'effectifs et le départ de ce « ministre de bricolage » et de cette « politique de maquillage ».

Les 3000 lits promis par le gouvernement au début de l'épidémie n'ont jamais vu le jour. Le nombre de médecins réanimateurs est largement insuffisant. Aujourd'hui, on parle de saturation avec seulement 154 patients en soins intensifs et en réanimation.

Dans l'ouest en particulier, l'épi-

démie progresse en raison de la reprise de l'activité économique, les travailleurs se concentrant dans de grandes unités de productions. Le respect des mesures barrières, vu leurs conditions de travail, est une vaste mascarade.

Dans le reste du pays, les hôpitaux sont vus comme des mouiroirs. Ceux qui le peuvent se payent les services d'une clinique privée, mieux appareillée.

Les travailleurs des hôpitaux publics annoncent la poursuite de leur mouvement. Comme l'a bien dit l'un des manifestants, « si la lutte ne suffit pas, alors il faudra... plus de lutte ! »

Coup d'État dans un pays ravagé par l'impérialisme français

Mardi 18 août, des officiers de l'armée malienne ont fait arrêter le président Ibrahim Boubacar Keïta. Le soir même, celui-ci a annoncé sa démission. L'armée française présente sur place a pour le moins laissé faire ce coup d'État contre un régime qu'elle soutenait jusque-là, mais qui était devenu de plus en plus impopulaire.

Dévasté par des décennies de colonisation et de pillage, le Mali fait partie des pays les plus pauvres de la planète. L'incurie du gouvernement face aux problèmes cruciaux de la population, la corruption permanente du haut en bas de l'appareil d'État, le luxe insultant dans lequel vit la famille du président ainsi que bien des généraux, sont des éléments alimentant la colère de la population. Celle-ci s'était exprimée ces derniers mois contre le gouvernement.

C'est avec le soutien des dirigeants français qu'Ibrahim Boubacar Keïta était arrivé au pouvoir en 2013, en promettant de mettre fin à la mi-

sère et à la corruption. Sept ans plus tard, le constat est effroyable. Le sort de la population ne s'est en rien amélioré. Et l'intervention militaire française n'a pas arrêté la montée du terrorisme. Au contraire, le chaos n'a fait que s'étendre à l'ensemble du Sahel. Et la présence militaire française est ressentie comme de plus en plus lourde par toute une partie de la population, coincée entre la misère, les exactions des djihadistes et celles des militaires maliens protégés par la France.

Il n'est pas encore possible de dire quelles sont les intentions des

militaires qui viennent de prendre le pouvoir. Macron a dénoncé ce coup d'État. Pourtant, on ne peut que constater le silence et la passivité de l'armée française présente au Mali. Il n'est pas impossible que les dirigeants français trouvent positif d'être débarrassés de cet allié devenu trop encombrant et impopulaire. Surtout que l'impérialisme français a une très longue expérience sur le continent dans le maniement des coups d'État, des interventions militaires et le soutien aux dictateurs.



Manifestation du 11 août.

ISRAËL- EMIRATS ARABES UNIS

Un accord au mépris des Palestiniens

Les Emirats arabes unis et Israël ont annoncé jeudi 13 août la signature à Washington d'un accord censé conduire à une normalisation complète des relations diplomatiques entre les deux pays.

Pour les États-Unis qui ont poussé à ce rapprochement, il s'agissait de renforcer l'axe anti-iranien dans la région. Pour la première fois, un État du Golfe reconnaît officiellement Israël. Il est possible que d'autres monarchies pétrolières suivent, à commencer par un autre allié des États-Unis et adversaire de l'Iran, l'Arabie saoudite. Quant aux relations commerciales entre Israël et les Emirats arabes unis, elles n'ont pas attendu cet accord pour exister.

Les Emirats arabes unis ont prétendu que cet accord mettait « fin à toute annexion supplémentaire de territoires palestiniens en Cisjordanie ». Le président israélien Netanyahu a immédiatement rectifié en précisant : « l'annexion est simplement reportée ». Le lendemain même de l'accord, l'aviation israélienne procédait à de nouveaux bombardements sur le territoire de Gaza.

Mais même si Netanyahu renonçait aux annexions annoncées depuis plusieurs mois, cela ne change en fait rien. Netanyahu n'a cessé d'agiter la menace de l'annexion de la totalité de la Cisjordanie, en partie pour flatter son électorat d'extrême droite. Mais entre la démagogie et la mise en

œuvre il y a un pas. Certains dirigeants israéliens considèrent que laisser l'Autorité palestinienne, sa police et ses forces de répressions maintenir l'ordre dans la partie de la Cisjordanie qu'elle administre reste l'option la moins couteuse.

L'accord entre les Emirats arabes unis et Israël ne fait que confirmer ce dont bien des palestiniens étaient conscients : pour défendre leurs droits, tout au long de leur histoire, ils n'ont jamais pu compter que sur leur propre lutte, sans rien attendre des États arabes de la région et de leurs classes dominantes.

Un pouvoir de plus en plus contesté



Comme les précédentes farces pseudo-démocratiques organisées dans ce pays, l'élection présidentielle du dimanche 9 août, en Biélorussie, a abouti à la victoire officielle de Loukachenko, dictateur en place depuis 26 ans, avec 80,08 % des suffrages. Mais la mascarade ne passe plus et a suscité une vague d'indignation.

Face à Loukachenko, la candidate Svetlana Tikhanovskaïa avait remplacé au pied levé son mari, un blogueur en vue critiquant le régime, empêché de se présenter et emprisonné, cristallisant sur son nom le rejet du pouvoir en place. Dès l'annonce

des résultats officiels, des rassemblements ont eu lieu pour protester contre les résultats manifestement truqués. L'intervention brutale des forces de l'ordre a déclenché la colère. Jour et nuit, des manifestations se sont multipliées dans plus de trente villes. Dimanche 16 août, des centaines de milliers de manifestants ont protesté contre le pouvoir. Avant et après cette date, plusieurs usines se sont mises en grève.

Loukachenko a d'abord affiché sa fermeté, accusant « l'étranger » d'avoir organisé les manifestations. Puis il a cherché à rassembler ses partisans, au plus quelques milliers dimanche 16, et est intervenu dans les usines pour convaincre les travailleurs en grève, sans succès.

Il faut souligner l'hypocrisie des protestations des dirigeants occidentaux, notamment français, contre la falsification des élections. En réalité ils ont su tirer avantage de la dicta-

ture de Loukachenko aussi, la Biélorussie, zone tampon entre l'Union européenne et la Russie, leur permettant de contourner leurs propres sanctions contre Moscou pour continuer à y faire leurs affaires.

Si Loukachenko est l'homme de la bureaucratie biélorusse et des milieux d'affaires qui lui sont liés, l'opposition représentée par Svetlana Tikhanovskaïa ne représente pas les intérêts politiques des travailleurs. Pour les dirigeants de cette opposition, la classe ouvrière n'est appelée à descendre dans la rue que comme masse de manœuvre pour faire pression sur le régime. Il serait de son intérêt de manifester en son nom propre, de s'organiser dans les usines et les villes, pour défendre ses propres objectifs, face à ceux de la bureaucratie au pouvoir, mais aussi face à ceux de la bourgeoisie libérale qui aspire seulement à accéder au pouvoir politique.



VIKTOR DRACHEV

Après l'explosion de Beyrouth, la population pauvre victime des spéculateurs

Les travailleurs et la population pauvre en général sont ceux qui paient le prix fort pour l'explosion qui a dévasté le port de Beyrouth le 4 août et qui a fait plus de 180 morts et des milliers de blessés.

On dénombre parmi les morts des ouvriers qui étaient restés faire des heures supplémentaires au port pour arrondir leur fins de mois. Avec l'inflation, leur paie journalière a perdu quatre fois sa valeur en un an. Une dizaine de pompiers figurent aussi parmi les victimes. Envoyés pour éteindre l'incendie qui allait provoquer l'explosion, ils n'étaient même pas informés du danger de la situation. Les responsables du port, tout comme d'autres au-dessus d'eux, savaient pourtant bien que ce hangar contenait des tonnes de nitrate d'ammonium, sans aucune mesure de protection.

A ces victimes s'ajoutent aussi ceux qui, habitant dans les alentours,

n'avaient pas les moyens de se loger autrement que dans des taudis que le souffle de l'explosion a fait s'écrouler sur eux. Plusieurs dizaines de réfugiés syriens figurent aussi parmi les victimes.

Depuis, la population s'est mobilisée pour faire face aux conséquences désastreuses de l'explosion. Avec des balais et des pelles, les habitants ont déblayé les décombres. Les offres d'hébergement se sont multipliées sur les réseaux sociaux. Des chauffeurs de taxi ont offert le transport aux bénévoles. D'autres se sont chargés de distribuer l'aide alimentaire et d'organiser la circulation. Cela sans parler de l'effort fourni par le personnel des hôpitaux pour soigner les milliers de blessés.

A l'opposé de ce dévouement et cet élan de solidarité, les étroits calculs de spéculateurs charognards n'ont pas tardé à faire surface. Des

locataires de longue date, qui bénéficiaient jusqu'alors d'un loyer assez bas grâce à l'ancien barème locatif, ont été surpris de voir les propriétaires mettre fin à leurs contrats. D'autres ont reçu des offres d'achat de leur maison endommagée venant d'investisseurs voulant placer leurs capitaux.

Si les services de l'État étaient absents pour organiser les secours, ceux en charge de la répression ont agi rapidement contre les manifestants rassemblés dès le lendemain de la catastrophe sur la Place des Martyrs, au centre de la ville. Armés de grenades lacrymogènes « made in France » et soutenus par l'armée, ils n'ont pas pour autant pu faire cesser les protestations qui se sont poursuivies après la démission du gouvernement le 10 août, réclamant le départ de toute la classe politique en place depuis des décennies.

NAUFRAGE DU WAKASHIO

Capitalisme pollueur

Le vraquier MV Wakashio qui s'est échoué sur un récif à Pointe-d'Esny près des côtes de l'île Maurice le 25 juillet a fini par lâcher une partie des hydrocarbures et d'huile comme on pouvait le craindre, souillant la mer et la côte sur des kilomètres.

Critiqué par la population pour son inertie, le gouvernement rétorque que les fortes houles, le manque d'expertises et de moyens ne lui ont pas permis d'agir pour empêcher la catastrophe.

Le Wakashio est l'un des 35 000 cargos qui passent par Maurice chaque année, reliant les ports d'Asie à l'Afrique du Sud, au Brésil et même à l'Europe, pour qui veut économiser le coût du passage à Suez. Le développement industriel de la Chine, important des matières pre-

mières et exportant des produits finis ou semi-finis, a multiplié le nombre de cargos passant au large de l'île Maurice. Les autorités mauriciennes ont voulu en profiter en agrandissant leur port et en transformant toute l'île en zone franche. Port-Louis, capitale et grand port industriel de l'île, est ainsi devenu le principal port de transbordement de la région, des centaines de milliers de conteneurs y transitent chaque année. Le port sert également d'escale d'approvisionnement en carburant pour les cargos. Mais, malgré ce trafic intense, malgré ces centaines d'énormes navires passant aux abords de la barrière de corail, entrant, sortant, attendant, Port-Louis ne dispose pas d'un remorqueur de haute mer capable d'aller secourir un gros cargo.

Sans attendre les secours officiels,

les habitants de l'île se sont mobilisés jour et nuit pour faire barrière à la nappe polluante en confectionnant notamment des boudins avec de la paille de cannes.

La société japonaise Nagashiki Shipping, propriétaire du bateau, s'est bornée, quant à elle, à faire un communiqué pour présenter « ses profondes excuses au peuple mauricien », et de promettre de faire son « maximum pour protéger l'environnement et atténuer les effets de la pollution ».

Mais que vaut la parole de dirigeants d'une société qui n'en est pas à sa première pollution dans l'océan Indien ?

En effet, d'après le journal mauricien L'express.mu la compagnie Mitsui OSK Lines qui exploite le Wakashio a été impliquée dans

suite page 12

d'autres accidents similaires en 2006 et en 2013.

Mais ce n'est pas pour autant qu'elle a arrêté de faire naviguer ses bateaux poubelles.

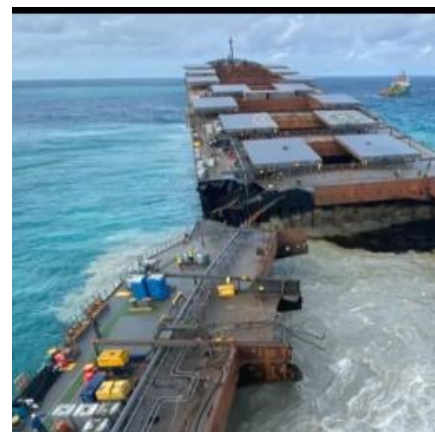
De son côté, le premier ministre mauricien Pravind Jugnauth, a déclaré que son gouvernement travaillait sur « un plan de dédommagement pour des réclamations » mais tout en précisant que cela « ne sera pas facile ».

En guise de réparations, le gouvernement mauricien a laissé entendre qu'il y aurait une compensation de 10 200 roupies, équivalent au salaire minimum, pour les pêcheurs et plaisanciers affectés par la pollution et a ouvert un compte bancaire...pour les dons.

Alors que les mauriciens qui survivent de maigres ressources qu'ils tirent de la mer auront peine à sortir la tête de l'eau ; alors que les dom-

mages pour l'environnement sont considérables, peut-être irréversibles, les compagnies maritimes, elles, continueront de polluer sans grand risque d'être inquiétées par la justice.

Le capitalisme nous pollue !



Lutte ouvrière

des idées pour comprendre le monde

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde/>



**Ne ratez pas le diner dansant de Lutte ouvrière !
Réservez vos places auprès de nos camarades..**

**Tarifs : adultes 25 €
enfants 12€**

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282